



**Verband der Schweizer Studierendenschaften  
Union des Etudiant-e-s de Suisse  
Unione Svizzera degli Universitari**

Schanzenstr. 1 Tel. +41 31 382 11 71 info@vss-unes.ch  
CH-3001 Bern Fax +41 31 382 77 76 www.vss-unes.ch

Berne, le 3 juin 2004

## **Une augmentation des taxes d'études à cause d'un sondage ? Non merci !**

L'UNES s'inquiète des conclusions de l'Associations des Etudiants des hautes écoles Suisses (AES) à la suite de son sondage auprès de quelques étudiant-e-s des quelques hautes écoles (les deux EPF et l'Université de St-Gall). Déduire d'un sondage que les taxes peuvent être presque doublées est à notre avis erroné et politiquement peu responsable.

Les classes sociales favorisées sont actuellement surreprésentées au sein des hautes écoles suisses. Il est donc logique qu'une majorité des étudiant-e-s disent pouvoir supporter une augmentation des taxes d'études, étant donné qu'ils – elles sont issu-e-s de familles pouvant parfaitement les aider à subvenir à ces coûts. Par contre, pour une large part des étudiant-e-s issu-e-s des classes moyenne et modeste, les taxes actuelles sont déjà une barrière financière importante aux études tertiaires. En effet, un montant d'au minimum 100 francs par mois sur un budget mensuel de 1700 francs est une somme non négligeable. Pour les nombreux étudiants en difficulté financière, toute augmentation aurait des conséquences dramatiques : l'abandon pur et simple des études.

Mais surtout, le sondage de l'AES ne prend pas en compte les personnes qui ont les compétences pour faire des études universitaires, mais qui ne peuvent en faire pour des raisons financières, étant donné que ces personnes ne sont pas étudiant-e-s et n'ont donc pas pu répondre au questionnaire de l'AES. Une augmentation des taxes les exclurait encore plus des études tertiaires et mettrait donc la déjà fragile démocratisation des études en danger.

L'UNES critique également la méthode de l'AES : axer ses revendications politiques uniquement sur un sondage aux questions très ouvertes ne nous semble pas être un procédé sérieux. De plus, la population étudiante des quelques hautes écoles concernées par le sondage n'est pas assez représentative pour en tirer des conclusions nationales : la part d'étudiantes n'y est par exemple que d'un tiers, alors qu'elle est de plus de 50% dans les autres universités. L'UNES préfère s'appuyer sur les études sur la situation sociale des étudiant-e-s de portée nationale menées par l'Office Fédéral de la Statistique, dont une nouvelle version est en train de voir le jour grâce à son lobbying de longue haleine.

L'UNES s'oppose à toute augmentation des taxes, car de nouvelles barrières financières risquent d'exclure une part toujours plus grande de la population des hautes écoles, aux dépens de la société et de l'économie qui tirent un grand bénéfice d'une population bien formée.

Pour de plus amples renseignements :

Esther Christen, coprésidente de l'UNES – 079 224 56 19

Jean Christophe Schwaab, commission sociale de l'UNES – 078 690 35 09

***Deutscher Text auf der Rückseite***